

CRISE FORESTIÈRE

# La peste porcine, double peine pour les forêts scolytées

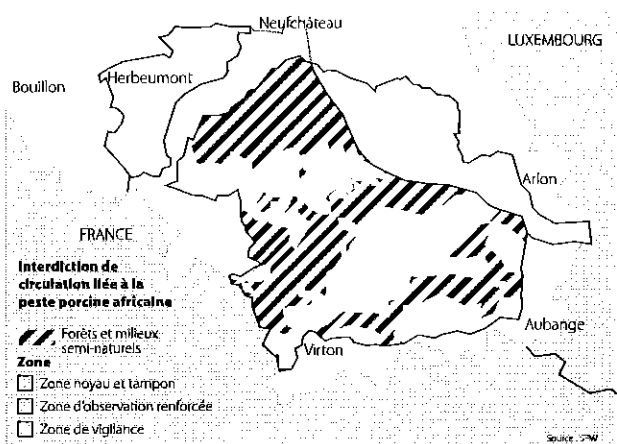
Ce mardi, en prélude à la Foire forestière, exploitants et forestiers ont rencontré le ministre wallon Collin et des députés. Leurs inquiétudes sont loin d'être dissipées.

JEAN-LUC BODEUX

**A** Bertrix, la forêt n'est pas autant à la fête qu'à l'accoutumée. Peste porcine, scolytes, dépérissement dû au réchauffement, rien ne l'épargne ces derniers temps. Ce mardi matin, en introduction à la première journée forestière, une réunion a rassemblé toutes les parties intéressées par le secteur forestier en crise. Les exploitants et propriétaires voulaient en effet marquer le coup et dire leur ras-le-bol, estimant, comme ils le clamaient sur leurs T-shirts avec la caricature de René Collin (CDH), que « le ministre ne tenait pas ses promesses ».

Mathieu Rossignol, le bourgmestre de Bertrix, avait donc proposé une réunion avec le monde politique et tous les autres acteurs. Leurs inquiétudes à court terme sont doubles : elles concernent la peste porcine africaine (PPA) et les scolytes. « Dans le premier cas, 30.000 hectares de forêt sont bloqués en Gaume depuis dix mois et cela cause de gros soucis de trésorerie à de nombreuses entreprises qui attendent les indemnisations promises. Cela devient lourd, d'autant plus que des mélèzes sont atteints », clame François De Meersman (confédération du bois). « Et, faute d'avoir pu évacuer les arbres malades, la contamination ne fait que s'accroître. Un quart des bois scolytés de Wallonie se trouve dans le cantonnement d'Arlon. »

Pour eux, il faut assouplir les règles de circulation en forêt interdite, alors que d'autres secteurs peuvent y aller, sur des chemins ou en périphérie. Les exploitants savent que la priorité reste l'éradication de la PPA, espérée pour fin d'année par le ministre Collin, et que des mes-



ures de biosécurité doivent être prises si exploitation il y a.

**L'indemnisation, l'autre point noir**  
René Collin estime qu'il y a des arguments auxquels il est sensible, défendus notamment par un propriétaire gaumais, Ramon Reyntiens, mais la task force PPA ne l'a pas suivi, jusqu'à présent. M. Reyntiens estime que les propriétaires sont connus des agents DNF et que des solutions simples sont envisageables pour accéder sans danger aux parcelles scolytées, mais aussi celles qui demandent des entretiens, des élagages fondamentaux pour leur survie. A la suite de cette réunion, il a été décidé que les exploitants pourraient rencontrer l'Asfca pour défendre leur point de vue.

L'indemnisation reste un autre point noir. 4 millions ont été prévus en début d'année, mais il faut pouvoir justifier qu'un cahier des charges pour des ventes de bois était prévu avant le 17 septembre, date du début de la crise. Or, cela pose problème pour des propriétaires privés. René Collin estime que des preuves de toutes voies de droit, comme des témoignages, peuvent être prises en compte comme justificatif.

Par ailleurs, la filière forêt-bois de-

mande le report des délais d'exploitation des lots de bois sains pour donner la priorité aux bois scolytés, ce que comprend le ministre. Elle demande aussi un soutien technique, logistique et financier aux propriétaires et exploitants qui ne pourraient pas valoriser les bois attaqués. Et in fine, une augmentation du poids autorisé pour les camions grumiers comme cela se fait en France et avait été promis lors de la mise en œuvre de la taxe kilométrique en Région wallonne. Mais la demande faite par René Collin à son collègue Di Antonio est restée sans réponse...

### Repenser absolument la forêt

Pour le secteur, il est grand temps de prendre des mesures pour sauver la forêt et garantir sa pérennité écologique et économique, en ayant une vision à long terme, car la forêt de demain ne se bâtit pas sur 4 ou 5 ans, clame Frédéric Petit, président de la Fédération des experts forestiers. Cela passe par un changement radical, notamment en matière d'essences à planter. Par ailleurs, une autre demande porte sur la reconnaissance des calamités forestières et la mise en place d'un fonds sectoriel pour pallier les catastrophes climatiques et sanitaires forestières. J.-L.B.

### DISPARITION DE STEVE

#### « La police mise hors de cause »



Un colorant rouge sang a été déversé sur la fontaine de la place Royale à Nantes. AFP

C'est bien le corps de Steve Caniko qui a été retrouvé ce lundi dans la Loire. L'autopsie pratiquée ce mardi le confirme. Un bijou retrouvé sur la dépouille avait déjà mis les policiers sur la voie de son identification. Le jeune homme de 24 ans était porté disparu depuis le 21 juin dernier. Ce soir-là, c'était la Fête de la musique à Nantes. Mals après 4h30 du matin, les policiers avaient chargé contre les fêtards sur un quai, le quai Wilson, dépourvu de parapet. Une quinzaine de jeunes étaient tombés à l'eau. Une intervention controversée.

« Selon les premiers éléments de l'enquête, il n'y a aucun lien entre cette intervention et la mort de Steve », a pourtant déclaré ce mardi le Premier ministre Edouard Philippe, après avoir reçu le ministre de l'Intérieur Christophe Castaner. La police des polices a estimé que l'usage de la force n'avait pas été disproportionné et que les fonctionnaires avaient été la cible de projectiles. Le chef du gouvernement a voulu jouer la transparence. Il a décidé de rendre l'enquête publique, mais il a aussi demandé une enquête administrative sur les événements. Car il a admis que l'enchaînement des faits restait confus. Il veut vérifier l'éventuelle responsabilité de la mairie, de la préfecture et des organisateurs privés de la fête. « Le Premier ministre lui-même prend la parole », a rétorqué l'avocate de la famille, M<sup>me</sup> Cecile de Oliveira, « clairement l'affaire devient une affaire d'Etat ». Une intervention qui n'a pas calmé l'opposition. La gauche estime que c'est insuffisant et exige une commission parlementaire. Pour l'opposition, ce n'est plus à des policiers d'enquêter sur d'autres policiers.

Depuis la disparition de Steve, ses soutiens s'étaient beaucoup mobilisés. Trois mots avaient été placardés sur des affiches, tagués sur des murs, ou bien sur les réseaux sociaux : « Où est Steve ? » Ce mardi, un colorant rouge sang a été déversé sur la fontaine de la place Royale, au centre de la ville. Cette disparition survient alors que ces derniers mois, l'attitude de la police et sa gestion par le ministre de l'Intérieur ont déjà été sévèrement mis en cause lors de la crise des gilets jaunes. JOELLE MESKENS, À PARIS

**soir** **Dès ce mercredi**

**CRIME AU VATICAN**  
L'enquête sur la disparition d'Emmanuela en 1983 est un vrai thriller.

**JEANE MANSON**  
La chanteuse américaine nous parle de ses passions.

**TOURISME**  
Exclusif - le top 30 des sites les plus visités en Belgique.

**soir** **Meghan Le cauchemar de Buckingham**

**soir** **La Reine la recadre**

**MEURTRE AU VATICAN EN 1983**  
Le Pape sait

**Abonnez-vous dès maintenant ! 12 mois au prix de 120 € au lieu de 150,80 € (prix de vente au numéro). Tél. 078-05 05 10 - Fax. 02-225 59 01 - www.soirmag.be**